





«... Vous vous êtes prononcés pour la défense de la liberté, c'est cela la grande espérance que vous avez fait jaillir».

NOTRE BUT : CONTINUER LA CGT

Puis Léon Jouhaux fixe la mission immédiate des militants de la nouvelle confédération :

« Nous avons à construire une maison qui doit être habitable, habitable pour tous, et non pas seulement pour telle ou telle fraction ».

« ... C'est en comprenant la dure et inéluctable réalité, en soutenant une bataille de tous les instants, que se forment les consciences et que se constituent les forces robustes de la jeunesse ».

« ... Nous ne ferons en réalité que continuer la Confédération du travail que nous avons créée. Oui, l'esprit de la Confédération du travail est ici, et c'est parce que l'esprit de la Confédération du travail est ici que nous triompherons, car l'esprit domine et dirige la matière... »

Léon Jouhaux traite ensuite du problème de la reconstruction de la France :

« ... L'impératif qui nous est posé à l'heure actuelle est la reconstruction de notre pays, la résurrection de notre pays. Est-ce que nous saurions le faire par nos propres moyens, en dehors de toute aide étrangère ? Non. L'ayant reconnu, si nous avons la volonté d'en poursuivre la réalisation, nous devons nous tourner vers ceux qui sont susceptibles de nous apporter cette solidarité et accepter leur aide ».

« ... L'aide américaine, nous l'acceptons, nous en sommes reconnaissants au peuple américain, mais nous entendons que cette aide ne serve aucune hégémonie, et nous entendons qu'elle ne serve pas à constituer un bloc européen en opposition à un autre bloc européen... »

L'orateur parle ensuite des droits des travailleurs :

« ... Il nous reste aussi un devoir à remplir, c'est celui de nous substituer à ceux qui ne veulent pas remplir leur devoir à l'égard de la collectivité nationale ; c'est d'établir entre nos organisations ouvrières et les organismes de production agricole, par l'intermédiaire des coopératives, les éléments de la vente directe qui nous permettront de nous passer des intermédiaires... »

« ... La redistribution du revenu natio-

LES TERRILS DE LA VIOLENCE

« Ça ne durera pas six mois » avait prédit avec emphase le secrétaire de la Fédération communiste du Nord, Auguste Lecœur, quand en décembre 1947 se créèrent les premiers syndicats Force Ouvrière des Mineurs dans le Nord et le Pas-de-Calais. Trente ans après, ça dure toujours !

Il fallait pourtant du courage pour résister aux injures, aux calomnies, aux agressions dont furent victimes, dans cette région, plus que toute autre, les « amis de Force Ouvrière » qui avaient décidé de se séparer de la CGT, investie par le PC.

Des commandos

Tous les jours ces travailleurs qui avaient choisi un syndicalisme libre de toute emprise politique, étaient accusés de trahison, molestés, poursuivis jusque dans leur foyer. Les militants se voyaient envahis en pleine réunion par des commandos CGT, assaillis dans la rue, leur maison lapidée jusqu'à ce qu'il n'y reste plus un carreau.

A Courrières, François Delattre, ancien militant respecté de la CGT et président, fut arrosé d'encre et roué de coups. Il n'y survécut pas. Charles Morel fut carrément défenestré à Bruay et mit des mois à se remettre de ses blessures. A Wingles, Maurice Desprès encerclé par une meute hurlant à mort ne dut qu'à son sang-froid d'éviter les pires sévices.

Fanatisme

On n'en finirait pas d'énumérer les incidents et les accidents — pas toujours identifiés — provoqués par ceux qui avaient juré d'empêcher pas tous les moyens la création de Force Ouvrière.

« Des bandes armées sillonnaient le pays et imposaient leur loi par la terreur » rappelait Florent Lampin, secrétaire général du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, dans son rapport moral du congrès de 1947.

« C'était la terreur, c'était le fanatisme mais c'était aussi la peur » nous déclarait tout récemment Maurice Desprès, relatant ces événements qu'il a vécus au jour le jour.

Comment des camarades de travail, des compagnons de la mine, ont-ils pu en arriver là ?

Il faut se replacer dans le contexte de l'immédiat après guerre. La violence était encore proche. Il restait des armes un peu partout et on s'en munissait volontiers. Le parti communiste avait eu de nombreuses victimes sous l'occupation et dans la Résistance et exploitait ce tribut pour accroître son influence. Il lui semblait insupportable de voir des travailleurs mettre en cause la toute puissance de la CGT dans les mines. Alors il mise sur la peur. Contre les dissidents pour les faire renoncer. Contre la masse pour l'apeurer ou la fanatiser.

Conditionnement

Maurice Desprès nous a raconté que lors d'une manifestation « spontanée » dirigée contre lui, il était descendu dans la rue où défilait un cortège d'hommes et de femmes scandant « Desprès, traître, Desprès, à mort ». Les manifestants, visiblement parachutés, continuèrent à hurler leurs slogans sans se soucier de lui. Pas un seul ne l'avait reconnu !

La vindicte de la CGT s'exerça particulièrement à l'encontre des camarades FO administrateurs des caisses de secours minier. A Bruay, à Liévin, à Béthune et surtout à Courrières, des groupes envahirent les locaux où se tenaient les conseils d'administration pour exiger le départ des administrateurs FO.

Certains conseils furent dissous à la suite de ces incidents. De nouvelles élections eurent lieu. Des candidats se présentèrent sous l'étiquette FO. Ils furent élus.

Militants

Les mois passèrent. Les sections FO se constituèrent malgré les intimidations. Les délégués participèrent aux négociations, aux actions de défense collective ou individuelle en obtenant des résultats substantiels. Les militants se formaient.

Ce n'était plus une tare d'avoir une carte FO dans sa poche. Les travailleurs recommençaient à penser par eux-mêmes.

C'était un cap à franchir. Mais la tempête fut rude !

nal que nous avons demandé et que nous réclamons encore, nous l'obtiendrons si nous imposons l'acceptation de voir l'augmentation de la production être un bénéfice collectif et non pas un bénéfice particulier... »

C'est ensuite le problème de l'avenir de l'Europe qui est abordé :

« ... Organisée économiquement, l'Europe peut vivre et donner à la paix des assises plus solides que les glacis de défense. Car je le dis nettement, la sécurité des uns et des autres n'est pas assurée par les glacis de défense que l'on organise, pas plus par ceux de l'Est que par ceux de l'Ouest. Ces glacis de défense, ils ne feront que maintenir l'atmosphère d'hostilité, l'atmosphère de guerre ».

C'est la conclusion de ce discours, fréquemment interrompu par des applaudissements. Léon Jouhaux annonce aux militants de la jeune confédération que la route sera longue et difficile, mais que les difficultés seront vaincues, par la volonté des

syndiqués et la conjugaison des volontés. Pour cela, il faudra affirmer de façon plus précise la personnalité du mouvement syndical et la conscience du mouvement syndical :

« ... Alors, dit-il notre organisation grandira, alors elle aura vraiment une personnalité forte. Militants, vous le devez à la classe ouvrière, dans laquelle vous avez éveillé des espoirs. Vous le devez au pays qui attend de vous également un grand effort de clarification et de rassemblement. Vous le devez aussi à l'Internationale. Vous n'avez pas le droit de distraire votre pays des efforts de vos camarades des autres pays ».

Debouts, après une longue ovation, les délégués chantent « l'Internationale ». Et le mot de la fin appartiendra à **Oreste Capocci** qui clôt les travaux du Congrès :

« En pleine liberté, au service de la liberté, le syndicalisme libre vient de naître ».

LE COMBAT DE « FORCE OUVRIERE »

Le jour même, la confédération va proclamer ses principes en un manifeste qui déclare :

« La CGT-FO combat pour la liberté, l'émancipation, le bien-être des travailleurs et la paix dans le monde ».

Les principes suivants sont affirmés :

1) Le syndicalisme ouvrier a pour fondement la liberté ;

2) Le but suprême de l'action syndicale est l'émancipation des travailleurs ;

3) Le syndicalisme a pour devoir de se consacrer à la sauvegarde de la paix ;

4) L'action positive du syndicalisme en faveur de la paix doit s'exercer en tous lieux qui lui sont accessibles ;

5) Sur le plan spécifiquement national, l'action du syndicat doit s'exercer également sur le terrain économique et sur le terrain social ;

6) Sur le terrain économique, le syndicalisme réclame un état d'organisation rationnelle basé sur l'existence d'un plan général de production et de répartition des produits ;

7) Sur le terrain social, le syndicalisme réclame que soient protégés les individus économiquement faibles. Il doit lui-même défendre les intérêts de producteurs et de consommateurs que sont à la fois les salariés en utilisant au maximum la législation existante et en pro-

mouvant l'extension autant que de besoin ;

8) L'usage de la liberté, la participation à l'établissement d'un régime de démocratie économique et de justice sociale, supposant des individus en pleine possession de leurs moyens intellectuels et pleinement et correctement éclairés. L'action syndicale doit, en conséquence, s'inscrire dans le champ de l'éducation ouvrière, éducation générale, éducation professionnelle, éducation économique, éducation sociale dans le cadre de la laïcité ;

9) La hausse des prix devant constamment celle des salaires, cette course salaires-prix marque à chaque étape, une réduction du pouvoir d'achat des salariés ;

10) Le redressement économique de la France reste subordonné à l'augmentation de la production, mais celle-ci ne pourra trouver son plein essor que dans la stabilité des salaires et des prix après l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs, les mesures préconisées étant : la réforme administrative (tenant compte du reclassement de la fonction publique), réforme fiscale établissant l'égalité devant l'impôt, réduction des crédits militaires, répartition plus équitable du revenu national ;

11) Les propositions d'ensemble qui suivent complètent, les mesures

économiques précédentes, elles permettront le redressement du pays : baisse immédiate des prix industriels et agricoles ; établissement de circuits directs d'approvisionnement, suppression des intermédiaires inutiles ; extension des magasins-témoins ; développement des coopératives ; réforme du régime des importations et des exportations ; contrôle plus efficace et plus direct des pouvoirs publics, en liaison avec les organisations syndicales ;

12) Le congrès, en liaison avec les organisations syndicales ouvrières des pays étrangers accepte d'apporter sa collaboration totale à la réorganisation économique de l'Europe, étant entendu qu'aucun pays démocratique ne peut en être exclu ;

13) Le congrès se refuse à s'intégrer dans une politique de bloc, qui ne peut qu'être préjudiciable à l'organisation de la paix ;

14) Dans le but d'obtenir l'application intégrale de son programme, le congrès lance un appel à tous les travailleurs de France et des territoires d'outre-mer qui veulent, avec la CGT-Force Ouvrière conserver leurs libertés et construire une paix universelle et durable.

C'était il y a trente ans. « Force Ouvrière » est restée fidèle aux principes qui lui ont fait quitter la CGT qui n'était plus la Confédération générale du travail.

Nous sommes restés fidèles aux engagements que nous avons pris, il y a trente ans, vis-à-vis de la classe ouvrière. Ces engagements ont sans cesse guidé le combat de « Force Ouvrière » pour la liberté.

« En dépit de maintes évolutions du monde, écrivait il y a dix ans **Robert Bothereau**, rien fondamentalement n'a changé dans les finalités du syndicalisme ouvrier. Libre, il peut l'être seulement dans les pays de démocratie et, libre il faut qu'il soit pour que la démocratie soit. Subordonné il est, et ne peut être autre, dans les régimes d'autorité ».

Ce qui est resté de la CGT, aux mains des « majoritaires », est resté conforme à l'idée qu'on pouvait s'en faire. Comme il y a trente ans, la CGT d'aujourd'hui s'aligne sur les positions du parti communiste. Rien n'a changé.

Ils continuent la CGTU, adhérente à « l'Internationale communiste ».

Nous continuons la Confédération du travail, la vraie CGT.

Roger MICHAUD
Jean-Marc GARAMOND

LE « COUP DE PRAGUE »

Voilà près de 30 ans, en février 1948, le coup de Prague livrait la Tchécoslovaquie aux seuls communistes. Ceux-ci avaient été aidés par le Kominform qui, six mois plus tôt, au cours d'une réunion secrète en Pologne, entre les délégués des neuf partis des pays du bloc oriental, en avaient ainsi décidé sur les ordres de A. Jdanov, le délégué soviétique, et en plein accord avec le délégué du P.C. tchécoslovaque, Rudolf Slansky, Benès, le président tchécoslovaque, qui avait lutté contre l'accord de Munich imposé par Hitler, fuit l'occupation de Prague par les nazis, et qui poursuivit la lutte à Londres et, à partir de 1943, à Moscou, pour le rétablissement de la république tchécoslovaque, ne survécut pas à l'effondrement de « sa » république. Jan Masaryk, son compagnon d'infortune, se suicida. Leur tort avait été, la libération venue, de croire à l'entente et à la coopération entre les puissances occidentales et l'U.R.S.S. une fois l'Allemagne hitlérienne vaincue.

Un pays d'équilibre

Trentes années plus tard, le coup de Prague laisse un goût amer. Car, si des éléments de division étaient réunis dans le pays, l'animosité des Slovaques contre les Tchèques, la mainmise des communistes, inconditionnels de Moscou, sur l'armée, la police, les syndicats et la masse des ouvriers, il n'en est pas moins vrai que la victoire sur l'Allemagne nazie et le prodigieux effort de reconstruction de la Tchécoslovaquie de 1945 à 1947 en avaient fait un des pays les plus équilibrés dans une Europe déchirée et une puissance industrielle et agricole de premier plan à l'est. Une république parlementaire était née en mars 1945, dont Benès retrouvait la présidence et où les partis anti-nazis tchèques et slovaques, communites de Gottwald, socialistes avec Fierlinger et Lausman, socialistes nationaux de Benès avaient établi les bases d'un état formé de deux nations, unis dans un Front Natio-

nal. En 1947, la Tchécoslovaquie avait savamment accru ses échanges avec l'U.R.S.S. et ses voisins de l'est, mais plus encore avec l'ouest, c'est-à-dire les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Belgique.

Les événements de 1947

Trois événements majeurs survenus en 1947 permettent pour partie d'expliquer le coup de Prague de 1948.

● Le lancement du plan Marshall, autrement dit d'un programme de coopération et d'assistance économique fourni par les Etats-Unis... à tous les pays... ces quatre mots supplémentaires introduisent aussitôt à l'est une notion de séduction mais aussi de défi à l'égard de Moscou.

● Ensuite, le refus opposé par Moscou au gouvernement tchécoslovaque d'aller discuter à Paris des conditions du plan Marshall, et cela le 10 juillet, c'est-à-dire six jours après l'acceptation du plan d'aide américain par Prague.

● Enfin, la création près de Varsovie, en septembre 1947, du Kominform, où les représentants des neuf P.C. de l'Est décident de lutter contre les Etats-Unis, contre les « partis de la réaction », et d'isoler les socialistes de l'est des socialistes de l'ouest considérés comme des agents de l'impérialisme, en amenant les socialistes « épurés » à fusionner avec les communistes.

Le rôle de Fierlinger

Les consignes étant prêtes, reste à trouver les hommes et l'occasion. En Tchécoslovaquie, face au P.C. fort de près d'un million de membres, le parti le plus important est celui des sociaux démocrates, traduisons des socialistes. Il a sa gauche, son centre et sa droite. C'est à la gauche du parti que Zdenek Fierlinger fut choisi pour préparer la fusion socialistes-communistes. Ancien diplomate, il a dirigé la légation tchécoslovaque en URSS

au moment des accords de Munich lorsque la France et la Grande-Bretagne abandonnent la Tchécoslovaquie aux revendications d'Hitler. En 1942, il devient l'ambassadeur de Benès auprès de Staline. En 1943, avec Benès, soutenu par Churchill et il devient l'ambassadeur de Benès auprès de Staline. En 1943, avec Benès, soutenu par Churchill et Roosevelt, il obtient de Staline le rétablissement, lors de la libération du pays, de la république tchécoslovaque en acceptant d'abandonner à l'URSS la province subcarpathique de Ruthénie. On le sait proche des communistes, mais il est socialiste. Pourquoi en douter n'est-ce pas? Et, en juillet 1946, il deviendra le président de ce parti. Mais la question se pose : a-t-il été depuis 1943, ou non, un « sous-marin » ou un « agent dormant » du PC soviétique? On l'ignore. En tous cas, fin 47, son attitude est déterminante dans le coup de Prague. En novembre 1947, au congrès socialiste de Brno, son jeu trop évident le fait écarter de la tête du parti. Mais les circonstances jouent pour lui et pour les communistes. Et les événements se précipitent.

Fin de la démocratie

Des troubles éclatent en Slovaquie où l'on vient d'exécuter ceux qui ont collaboré avec les nazis. La pénurie alimentaire agace et fait que les uns et les autres cherchent des responsables. Le ministre socialiste national de la justice découvre des dépôts d'armes chez des communistes. Ceux-ci crient à la réaction. Les troubles s'amplifient en Slovaquie, les communistes accusent les partisans de Benès et les socialistes de fomenter à Prague un complot contre eux. Ils mobilisent les masses, ils font distribuer des armes. S'ils n'ont pas avec eux le Parlement, les communistes tiennent en main les syndicats, les masses ouvrières, l'armée et la police. Douze ministres favorables à Benès démissionnent. Ils croient ainsi forcer Gottwald,

l'un des chefs du PC tchécoslovaque, à quitter le pouvoir et se débarrasser de son ministre de l'Intérieur Nosek qui noyautait la police. Les communistes ont compris la manœuvre et font la loi. Le 24 février 1948, Zdenek Fierlinger, ses partisans, des communistes et des policiers, pénètrent dans les locaux du parti socialiste. Ce dernier tient une réunion de son comité exécutif. Les socialistes sont noyautés. Fierlinger s'empare des locaux ;



Photo Kavstone

Jan Masaryk

ses hommes prennent en main le quotidien socialiste «Pravo Lidu». Fierlinger impose à Lausman un accord pour soutenir l'action communiste contre «les éléments réactionnaires». Fierlinger impose ensuite la fusion du PS avec le PC. Un nouveau gouvernement Gottwald est formé avec douze ministres communistes, trois ministres socialistes dont Fierlinger et quelques hommes de Benès dont Masaryk qui seront évincés dans les semaines qui suivent. L'épuration et à l'ordre du jour, les socialistes nationaux de Benès et les socialistes opposés à Fierlinger sont épurés et arrêtés. La démocratie parlementaire tchécoslovaque aura vécu. Entre l'ordre donné par le Kominform en septembre 1947 et le coup de Prague qui s'achève sur la journée du 24 février 48, six mois auront suffi.

SYNDICALISME DOMESTIQUÉ LE PARALLÈLE TCHÉCOSLOVAQUE

Le mouvement syndical tchécoslovaque est l'un des plus vieux du monde, et l'un des plus forts, venant en 1928 au 4^e rang mondial des pays où l'adhésion était libre et volontaire. En 1936, la centrale liée au parti communiste ne représentait que 6,9 % des syndiqués, contre 31,6 % aux syndicats d'inspiration socio-démocrate et 15,2 % aux syndicats se réclamant du socialisme national d'Edouard Benès.

En avance sur la France, les comités d'entreprise, élus à bulletins secrets, y jouaient déjà d'un rôle d'importance capitale, en assumant des fonctions diverses de défense des salariés : contrôle de l'application des conventions collectives, de la législation du travail, des règlements intérieurs, de l'hygiène et de la sécurité, négociations d'accords d'entreprise, capacité juridique pour les procédures de réclamations.

L'occupation hitlérienne conduit à l'unification syndicale de salariés d'une part, des fonctionnaires d'autre part, organisations étroitement contrôlées dans leur action.

Après l'interdiction des grèves et l'abolition des négociations collectives, les comités d'entreprise restèrent les seuls dépositaires de l'action syndicale, se doublant de l'action clandestine. Beaucoup de militants syndicaux et socio-démocrates payèrent de leur vie cette activité. Ils manquèrent cruellement à la Libération, lorsque le mouvement syndical reprit au grand jour ses activités, face au Parti communiste dont l'équipe dirigeante revint en force de Moscou.

Une des premières opérations destinées à asservir le mouvement ouvrier visa les prérogatives des comités d'entreprise. Dès 1921, ceux-ci avaient été chargés de «*défendre et promouvoir les intérêts économiques, sociaux et intellectuels des salariés dans les entreprises*». La loi de 1945 remplaça les Comités par des Conseils d'entreprise avec cet objectif : «*La représentation de l'entreprise doit s'efforcer d'obtenir que la direction et les ouvriers présentent des revendications et prennent des mesures qui correspondent à leurs avantages économiques communs, et qu'ils renoncent à toutes revendications et mesures qui y seraient*

contraires». Les élections devaient avoir lieu dorénavant sur une liste unique.

N'est-il pas symbolique que les mesures prises alors par les communistes pour contrôler et domestiquer le mouvement syndical furent celles-là mêmes qui avaient été édictées par les occupants nazis ?

Le monopole de l'organisation syndicale fut établi une fois de plus par la loi. Le droit de grève et la négociation collective furent supprimés par les communistes, tout comme ils l'avaient été sous les nazis. Les salaires et les conditions de travail continuèrent d'être déterminés par décret ministériel. A la place de l'autorité nazie chargée de la surveillance des syndicats, une commission syndicale, dotée de fonctions analogues, fut établie au sein du secrétariat central du Parti communiste dès 1945 et transplantée, après le coup de Prague de 1948, dans le secrétariat du Conseil central des syndicats pour en devenir la «commission des cadres», chargée du choix et de la surveillance des militants et des permanents à tous les échelons. Le nombre des fédérations fut réduit et leur indépendance supprimée ; le secrétariat de la confédération opéra directement à l'aide de vastes bureaux syndicaux généraux, établis à l'échelon régional. Afin de réduire le champ d'action des conseils d'entreprise, qui avaient remplacé les anciens comités d'entreprise, des «directeurs sociaux» communistes furent établis dans les usines, ayant des fonctions analogues à celles qu'avaient assumées les «commissaires sociaux» nazis. Comme au temps de l'occupation nazie, pour faciliter le contrôle des syndiqués, les sections groupant les membres d'après leur domicile furent abolies et l'ensemble des activités se trouva concentré sur les lieux du travail. De plus, sous la direction communiste, le Mouvement syndical révolutionnaire ressembla davantage au Front du travail nazi — de même, d'ailleurs, qu'aux syndicats soviétiques — par l'adoption du principe selon lequel le directeur et les ouvriers appartiennent à la même section et au même syndicat, et par l'abolition de fait de la liberté d'adhésion.

FAD

**contre
toute
emprise
politique**



**Jeunes militants qui avez lu cette brochure
ceci s'adresse à vous :**

LA FORMATION SYNDICALE : UNE NECESSITE

DE tout temps le mouvement syndical s'est particulièrement préoccupé des problèmes d'éducation et de formation. Eugène Varlin, que l'on peut considérer à juste titre comme le précurseur le plus attachant du syndicalisme français, proclamait il y a plus d'un siècle que « *l'émancipation des travailleurs ne peut exister sans leur émancipation morale et intellectuelle* ». Fernand Pelloutier dont le nom est inséparable de l'histoire des bourses du travail qui préfigurèrent au début du siècle nos unions départementales, insistait sur le « *service de l'enseignement* » desdites bourses et l'on se souvient encore de son affirmation : « *Nous sommes les amateurs passionnés de la culture de soi-même* ». Plus près de nous, Georges Vidalenc, fondateur de notre centre de formation, rappelait ce que disait Trévennac à la Conférence des Bourses du travail en 1908 à Lorient : « *Il nous faut des hommes d'action qui aient aussi une mentalité d'hommes libres. Le syndicalisme, en outre de sa mission d'organisation, a celle de l'éducation des travailleurs* ».

Evolution de l'éducation syndicale

Au fur et à mesure de l'évolution de l'enseignement et de l'allongement de la période scolaire, il est évident que l'éducation dispensée par l'organisation syndicale s'est modifiée — ou plutôt s'est spécialisée. Le phénomène a été d'autant plus marquant que les techniques modernes d'impression ont généralisé la publication de livres à des prix très abordables. Cela, lié à l'augmentation du pouvoir d'achat a permis la constitution de bibliothèques personnelles. Si l'on ajoute la création de nombreuses bibliothèques publiques, en particulier par les municipalités, on comprendra aisément que l'effort du syndicalisme se soit essentiellement porté sur la spécificité des problèmes qui se posent à lui plutôt que sur l'enseignement général, ce qui était encore le cas avant la guerre 1939-1945. Les acquis du mouvement syndical, depuis une trentaine d'années, ont été tels que la formation syndicale a dû s'employer à répondre aux différents besoins qui vont de l'amélioration des salaires et des conditions de travail au rôle des délégués du personnel, des comités d'entreprise, des conseils de prud'hommes, des comités d'hygiène et de sécurité, des commissions paritaires, etc. C'est dire la gamme impressionnante des sujets à traiter. Il faut donc sérier les questions.

Mais il ne sert à rien d'emmagasiner des connaissances si, en premier lieu, on n'acquiert pas la « *mentalité* » militante qui suppose non seulement confiance en soi mais aussi dévouement, esprit d'équipe et surtout **motivation**. On adhère à l'organisation syndicale le plus souvent par sentiment. On est syndiqué ; on n'est pas syndicaliste. On le devient lorsque l'on a pris conscience du rôle de classe de l'organisation, ce qui suppose une solidarité à la fois professionnelle et interprofessionnelle. On devient militant lorsque l'on sait que ce rôle de classe ne peut s'exercer valablement que dans le cadre de l'indépendance syndicale qui suppose tolérance, c'est-à-dire la mise en pratique de la laïcité qui est le respect des autres et leurs opinions.

Former des militants

Naturellement le militant devra se pénétrer de la nécessité de se rendre efficace à travers l'organisation syndicale. La complexité des tâches qui incombent au militant ne devra jamais faire oublier à celui-ci qu'il est le mandataire de l'organisation et, à ce titre, qu'il doit rendre compte en permanence de son action au syndicat ou à ses instances. De plus, si cette complexité nécessite une répartition du travail, jamais un militant ne devra se croire supérieur à un autre et aucun ne devra avoir l'impression d'être considéré comme « *secondaire* ».

En fait, former des militants ce n'est pas faire des robots car chacun devra perfectionner son esprit critique (que l'on ne doit pas confondre, évidemment, avec l'esprit de critique) et être conscient de ses responsabilités et de l'intérêt bien compris de la classe salariale.

La formation syndicale doit donc être le complément indispensable à l'enseignement général car elle permet d'avoir une réelle conscience de classe et, en conséquence, de mieux comprendre la nécessité du combat collectif pour faire face à toutes les formes d'oppression, matérielle et morale.

C'est à ce titre que chacun devra se sentir concerné dans le syndicat, dans l'union, dans la fédération et dans la confédération.

Ainsi essayons-nous dans les stages du centre de formation de militants syndicalistes de répondre aux besoins fondamentaux, besoins qui vont croissant.

Roger LERDA
Secrétaire Confédéral